

(1)

(N° 203)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MAI 1906.

- 1° Proposition de loi réglementant la durée du travail et le travail de nuit.
2° Proposition de loi sur la limitation de la durée du travail ⁽¹⁾.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

Le 12 février 1895, M. Helleputte développa devant la Chambre une proposition de loi sur la limitation de la durée du travail, sur le travail de nuit et sur le travail du dimanche. Cette proposition était signée par MM. de Broqueville, Janssens, Mousset, Huyshauwer et Lauters.

Le 25 février suivant, M. Bertrand présenta les développements d'une proposition de loi sur le même objet. Elle portait les signatures de MM. Bertrand, Anseele, Denis, Vandervelde, A. Daens et Théodor.

Ces deux propositions tendaient au même but : limiter la durée du travail de l'ouvrier adulte, interdire le travail de nuit et assurer à l'ouvrier un jour de repos par semaine. Elles différaient par les moyens proposés pour atteindre ce but.

M. Helleputte proposait de décréter législativement quelques principes, laissant au pouvoir exécutif le soin d'édicter les mesures d'application. Cette réglementation ne concernait d'ailleurs que les industries énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 13 décembre 1889, relative au travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

Cette proposition donnait au Roi le pouvoir de déterminer la durée maxima

(1) Propositions de loi, nos 84 et 195 (session de 1900-1901).

(2) La Commission était composée de MM. VAN CAUWENBERGH, *président*, CARTON DE WIART, DE LANTSHEERE, VANDERVELDE, VANDEWALLE et MABILLE.

de la journée de travail des ouvriers des deux sexes, ainsi que les intervalles de repos jugés nécessaires.

Le travail de nuit et le travail du dimanche étaient interdits et la loi devait fixer le temps du jour et de la nuit.

Dans ce système, des arrêtés royaux, disposant par voie de mesure générale pour chaque industrie, pouvaient accorder des dispenses n'ayant jamais qu'un caractère exceptionnel et temporaire.

Pour exercer les attributions confiées au pouvoir exécutif, le Roi devait prendre l'avis de certaines autorités et de divers conseils compétents.

Les contraventions, les poursuites, les peines et les prescriptions étaient réglées par la loi du 13 décembre 1889.

En somme, en vue de maintenir une certaine unité dans la législation, M. Helleputte proposait de soumettre le travail des ouvriers adultes à un régime analogue à celui qu'organise, pour les personnes protégées, la loi de 1889.

M. Bertrand s'appliquait plutôt à une réglementation législative et l'étendait, en dehors du champ d'action de la loi de 1889, à tous les ateliers et chantiers occupant plus de cinq ouvriers.

La durée maxima de la journée de travail était fixée à dix heures, mais elle était réduite à huit heures pour les ouvriers et les employés des administrations publiques.

Cette durée de dix heures pouvait être réduite par arrêté royal pour les industries reconnues dangereuses, insalubres ou incommodes, et pour les industries comptant un grand nombre d'ouvriers inoccupés.

La journée de travail devait se placer entre 6 heures du matin et 7 heures du soir.

Le travail de nuit était interdit, sauf dans les industries exceptées par arrêté royal.

La proposition de loi déterminait également dans quelles conditions des dispenses pouvaient permettre de prolonger exceptionnellement les heures de travail; elle défendait aux patrons de faire travailler les ouvriers plus de six jours sur sept; elle leur imposait l'obligation d'accorder aux ouvriers le temps nécessaire pour le repas au milieu de la journée, et de mettre à leur disposition des locaux convenables, hors des salles de travail.

Des peines sévères étaient édictées contre les contrevenants.

Ces deux propositions de loi furent examinées en même temps par les sections, qui constituèrent une seule Section centrale.

La majorité de ses membres donna ses préférences au système de M. Helleputte, et le rapport de M. Van Cauwenberg, déposé dans la séance du 23 janvier 1896, conclut à l'adoption de la proposition de l'honorable député de Maeseyck.

La dissolution des Chambres de 1900 fit disparaître de l'ordre du jour ces deux propositions de loi.

Elles furent reproduites, celle de M. Bertrand dans la séance du 3 février 1901, celle de M. Helleputte dans la séance du 12 juin suivant.

Mais, depuis lors, l'initiative parlementaire s'exerça de nouveau par le dépôt de propositions relatives au repos du dimanche. Renvoyées à l'examen de notre Section centrale, transformée en Commission spéciale, elles furent

l'objet de plusieurs rapports de M. Van Cauwenbergh et devinrent finalement la loi du 26 juillet 1905.

Les propositions primitives de M. Bertrand et de M. Helleputte se représentaient donc à notre examen, allégées de cet objet important, et lorsque, dans la séance du 21 décembre 1905, la Commission en reprit l'étude, elle continua à M. Van Cauwenbergh les fonctions de rapporteur. En vue d'arriver promptement à une solution pratique, on décida de remettre à l'examen le rapport de 1896.

C'est ce qui fut fait dans la séance du 11 janvier 1906. Ayant à se prononcer entre deux systèmes, la majorité de la Commission adopta celui de M. Helleputte, déterminée par les raisons que mettait fort bien en lumière M. Van Cauwenbergh dans son rapport substantiel, qu'il fut invité à reproduire dans sa forme primitive, avec les seules modifications que nécessitait la promulgation de la loi sur le repos du dimanche.

Cette besogne aisée c'est au signataire de ce rapport qu'elle échut, lorsque M. Van Cauwenbergh eut exprimé le désir d'être déchargé de ses fonctions et, selon le désir de la Commission, c'est à cette tâche que je me suis borné, ce que l'on constatera facilement en consultant le travail soumis à la Chambre en 1896.

Une question importante préalable attira avant tout l'attention de la Commission : la loi doit-elle intervenir dans la réglementation du travail des adultes?

La Commission a pensé que l'intervention de la loi est légitime pour empêcher qu'on n'abuse du travail de l'ouvrier en lui imposant un labeur excessif.

Sans doute la liberté des conventions doit être respectée, mais c'est à la condition que la liberté des parties contractantes soit égale de part et d'autre. Or, dans notre organisation sociale, l'ouvrier est encore trop abandonné à lui-même, trop isolé pour pouvoir discuter en pleine liberté les conditions de son travail; en général les chefs d'industrie et les patrons peuvent dicter leurs conditions que l'ouvrier doit accepter pour pouvoir se procurer les moyens d'existence pour lui et sa famille : il ne pourrait les rejeter sans se condamner à la misère, lui et les siens.

Les parties contractantes ne sont donc pas dans une situation d'égalité. Le moyen le plus opportun pour faire disparaître cette inégalité est, sans contredit, l'organisation corporative, mais la loi sur les réunions professionnelles ne semble pas produire les résultats qu'on en espérait.

Faut-il donc ajourner indéfiniment le remède à un mal qu'il importe de faire disparaître?

Votre Commission ne l'a point pensé et elle a admis la nécessité de l'intervention législative pour protéger l'ouvrier contre toute exigence d'un travail excessif. Elle a jugé qu'il n'y avait plus lieu de s'arrêter aux objections faites à l'intervention de la loi, puisqu'après de longs débats sur ce point, lors de la discussion de la loi sur le repos du dimanche, la Législature est entrée franchement dans la voie de l'interventionnisme.

Les abus d'un travail excessif, excédant les forces de l'ouvrier et les épuisant prématurément se manifestent encore de deux manières :

1° En l'astreignant à un travail de nuit plus fatigant et plus exténuant que le travail de jour;

2° En le surmenant par un labeur prolongé durant un nombre excessif d'heures de travail.

Les deux propositions de loi ont toutes deux pour but d'interdire, aussi complètement que possible, le travail de nuit et de restreindre les heures de travail dans des limites raisonnables.

La loi doit-elle régler les détails de cette nouvelle organisation, comme le propose M. Bertrand? Doit-elle, au contraire, comme le pense M. Helleputte, poser certaines règles générales et abandonner l'organisation des détails au pouvoir exécutif?

Telle était la question que la Commission avait à résoudre.

En se livrant à l'examen détaillé de la proposition de M. Bertrand, elle acquit la conviction que la mise à exécution d'une telle loi ne saurait se faire sans provoquer une véritable désorganisation des conditions du travail et sans nuire autant aux travailleurs qu'aux industriels.

En effet, imposer sans transition aucune et d'une façon absolue la journée de huit heures, pour toutes les industries exercées par les pouvoirs publics, et de dix heures pour toutes les industries énumérées à la loi de 1889 et pour tous les ateliers occupant plus de cinq ouvriers; limiter la journée de travail, entre 6 heures du matin et 7 heures du soir, même pour les industries s'exerçant en plein air, sans avoir égard ni au degré de fatigue plus ou moins grand résultant du travail imposé, ni aux saisons de l'année, ce serait occasionner dans les conditions actuelles du travail une révolution complète et immédiate.

Quelque désirables que paraissent certaines réformes, encore est-il nécessaire de les introduire avec circonspection, pour ne pas nuire aux ouvriers sous prétexte de les protéger.

Il a paru préférable à la Commission de voir poser législativement certains principes généraux et d'en abandonner l'organisation au pouvoir exécutif.

Le pouvoir exécutif est plus à même que le pouvoir législatif de donner une solution à ces points de détail, pour le règlement desquels il faut se méfier des théories et des systèmes préconçus et s'appliquer surtout à l'étude des faits.

Les règlements généraux se plient mieux aux nécessités du fait; ils peuvent être modifiés, étendus ou restreints, suivant les situations et les circonstances différentes, à l'inverse de la loi qui est stable et peut plus difficilement être modifiée suivant les besoins et les événements.

La Belgique a, depuis vingt ans, fait une œuvre de législation sociale importante; elle l'a accomplie avec un grand esprit d'initiative mais aussi avec prudence, en adaptant cette législation aux faits relevés par une enquête remarquablement organisée et conduite.

Les causes du succès dans le passé doivent nous servir d'instruction pour l'avenir. Chargeons le pouvoir exécutif de rechercher les abus, et donnons-lui les armes nécessaires pour les réprimer et améliorer le sort de l'ouvrier.

La Commission a pensé que la proposition de loi de M. Helleputte donnait satisfaction à tous les intérêts légitimes.

L'article 1^{er} soumet au régime de la loi les industries énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

Cette disposition tend à établir une certaine unité dans la législation, et la majorité de la Commission n'a pas cru pouvoir étendre plus loin le régime de la loi ; il est désirable que le nouveau régime entre peu à peu dans les mœurs et qu'il soit appliqué aux industries les plus importantes. Si son application offre de bons résultats, il sera toujours possible d'étendre son régime et celui de la loi du 13 décembre 1889 à des industries d'une importance moindre.

L'article 2 permet au Roi de déterminer la durée maxima de la journée de travail des ouvriers des deux sexes, ainsi que des intervalles de repos qui leur sont nécessaires. L'article 6 règle les conditions dans lesquelles le pouvoir exécutif pourra remplir cette fonction importante.

L'article 5 interdit le travail de nuit. Il détermine ce qu'il faut, au point de vue de l'application de la loi, considérer comme la nuit : le temps entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. Le nombre limité des heures de travail de la journée devra donc se placer entre 5 heures du matin et 9 heures du soir : ce qui, évidemment, n'implique nullement que le travail puisse être d'une durée de seize heures.

Un arrêté royal pourra autoriser le travail de nuit dans des cas exceptionnels, mais jamais les heures de travail de nuit ne pourront être cumulées avec les heures de travail de la journée. Aucune autorisation de travailler la nuit ne peut être accordée aux femmes.

L'article 5 statue que les arrêtés royaux disposeront par voie de mesure générale pour chaque industrie, et règle la procédure à suivre pour les dispenses exceptionnelles et temporaires.

L'article 6 indique les autorités appelées à donner leur avis sur la limitation des heures de travail.

Le pouvoir de limiter les heures de travail est une prérogative importante, l'abus qu'on en ferait pourrait ruiner l'industrie d'une part, et d'autre part, priver l'ouvrier d'un salaire rémunérateur.

Le Gouvernement, avant de statuer, devra donc s'entourer des avis des autorités compétentes ; la proposition de loi indique comme telles : les Conseils de l'industrie et du travail, les députations permanentes, le Conseil supérieur du travail et le Conseil supérieur d'hygiène publique.

Les arrêtés à intervenir seront publiés au *Moniteur*.

L'article 7 rend applicable à la proposition de loi certaines dispositions de la loi précitée du 13 décembre 1889, en ce qui concerne l'affichage, dans les ateliers, de la loi et des règlements généraux pris en vue de son exécution ; la surveillance à établir pour leur exécution ; les pénalités ; la responsabilité civile des patrons ; l'admission des circonstances atténuantes et la prescription de l'action publique.

Toutes ces dispositions ont été admises par la Commission. On a pensé qu'il était préférable de mettre en harmonie les dispositions de deux lois similaires, et l'on a jugé inutile de recourir à des pénalités exagérées ou de trop prolonger le délai de la prescription.

L'ensemble des dispositions constituant la proposition de M. Helleputte a été voté à l'unanimité des membres de la Commission, sauf une abstention.

Le membre qui s'est abstenu était également favorable à la réglementation, mais il était partisan d'une réglementation plus complète et par voie législative.

La Commission a donc l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption de la proposition de M. Helleputte sur la limitation des heures de travail.

Le Rapporteur,
LÉON MABILLE.

Le Président,
J. VAN CAUVVENBERGH.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

Sont soumises au régime de la présente loi, les industries énumérées à l'article premier de la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

ART. 2.

Le Roi peut, de la manière prescrite par l'article 6 de la présente loi, déterminer la durée maxima de la journée de travail des ouvriers des deux sexes, ainsi que les intervalles de repos qui leur sont nécessaires.

ART. 3.

La journée de travail est comprise entre 5 heures du matin et 9 heures du soir. Le travail de nuit est interdit.

ART. 4.

Les industries qui, par leur nature ou pour des motifs d'utilité publique, exigent un travail continu seront exceptées par arrêté royal des dispositions de l'article 3.

Là où le travail de nuit sera autorisé, le nombre total d'heures de travail par semaine ne pourra dépasser le nombre total par semaine des heures de travail de jour.

L'autorisation de faire travailler pendant la nuit ne pourra être accordée pour les femmes.

ART. 5.

Les arrêtés royaux disposeront par voie de mesure générale pour chaque industrie.

Il pourra être accordé, par arrêté royal, des dérogations individuelles aux chefs d'industrie, patrons ou gérants, mais seulement à titre exceptionnel et temporaire, et pour des motifs indiqués dans l'arrêté.

En cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances excep-

ARTIKEL 1.

Aan deze wet zijn onderworpen de takken van nijverheid genoemd in het eerste artikel der wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsgestichten.

ART. 2.

De Koning kan, zooals is voorgeschreven in artikel 6 van deze wet, den langsten duur bepalen van den werkdag der arbeiders van beide geslachten, alsook de rustpoozen die hun noodig zijn.

ART. 3.

De werkdag is begrepen tusschen 5 uur 's morgens en 9 uur 's avonds. Nachtwerk is verboden.

ART. 4.

De takken van nijverheid die, door hunnen aard of om redenen van openbaar nut, onafgebroken arbeid vereischen, worden bij koninklijk besluit aan de toepassing der bepalingen van artikel 3 onttrokken.

Daar waar nachtwerk veroorloofd wordt, mag het totaal der wekelijksche werkuren dat der wekelijksche dagwerkuren niet overtreffen.

De toelating om 's nachts te doen werken mag niet worden gegeven voor de vrouwen.

ART. 5.

Koninklijke besluiten zullen, als algemeene maatregel, voor elke nijverheid genomen worden.

Bij koninklijk besluit kunnen afwijkingen worden toegelaten ten voordeele van bepaalde nijverheidshoofden, bazen of zaakvoerders, doch slechts bij uitzondering, tijdelijk, en om redenen in het besluit aangeduid.

In geval van arbeidsstaking, ontstaan door overmacht, of in buitengewone [gevallen,

tionnelles, les gouverneurs pourront cependant, sur le rapport de l'inspecteur du travail compétent, autoriser des dérogations individuelles, mais pour un mois au plus.

L'arrêté du gouverneur cessera ses effets si, dans les dix jours de la date, il n'est approuvé par le Ministre ayant dans ses attributions la police de l'industrie.

ART. 6.

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 2, 4 et 5, le Roi prendra l'avis :

1° Des Conseils de l'industrie et du travail ou des sections de ces Conseils représentant les industries, professions ou métiers en cause;

2° De la Députation permanente du Conseil provincial;

3° Du Conseil supérieur du travail;

4° Du Conseil supérieur d'hygiène publique.

Ils transmettront leurs avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite; à défaut de quoi, il sera passé outre.

Une première consultation de ces divers collèges aura lieu de façon à ce que les arrêtés royaux, en exécution des articles 2, 4 et 5, puissent être pris endéans le délai de trois années à partir de la publication de la présente loi.

Les arrêtés seront publiés au *Moniteur*. Leurs prescriptions, de même que les interdictions portées par la présente loi, n'entreront en vigueur qu'un an après la publication desdits arrêtés.

ART. 7.

Les articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 19 de la loi du 13 décembre 1889 sont applicables à la présente loi.

ART. 8.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la présente loi.

kunnen echter de gouverneurs, op verslag van den bevoegden arbeidsopziener, afwijkingen toelaten ten voordeele van bepaalde personen, doch ten hoogste voor ééne maand.

Het besluit van den gouverneur verliest zijne kracht indien het niet binnen tien dagen wordt goedgekeurd door den Minister tot wiens bevoegdheid de nijverheidspolitie behoort.

ART. 6.

Tot uitoefening van de bevoegdheden hem door de artikelen 2, 4 en 5 toegekend, zal de Koning raadplegen :

1° De Nijverheids- en Arbeidsraden of de afdeelingen van deze Raden die de betrokken nijverheidstakken, beroepen en ambachten vertegenwoordigen;

2° De Bestendige Afvaardiging van den Provincieraad;

3° Den Hoogeren Arbeidsraad;

4° Den Hoogeren Raad voor openbare gezondheid.

Zij moeten hun gevoelen binnen twee maanden na de aanvraag indienen, zoo niet zal het niet in aanmerking worden genomen.

Eene eerste raadpleging dezer verschillende colleges zal derwijze plaats hebben, dat de koninklijke besluiten, ter uitvoering van de artikelen 2, 4 en 5, kunnen genomen worden binnen een tijdsverloop van drie jaren na de bekendmaking van deze wet.

De besluiten worden bekendgemaakt in het *Staatsblad*. Hunne voorschriften, alsook de verbodsbepalingen, in deze wet vervat, zullen slechts van kracht zijn één jaar na de bekendmaking van die besluiten.

ART. 7.

De artikelen 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18 en 19 der wet van 13 December 1889 zijn toepasselijk op deze wet.

ART. 8.

Om de drie jaren zal het Staatsbestuur verslag doen aan de Kamers over de uitvoering en de uitslagen van deze wet.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MEI 1906.

- 1^o Wetsvoorstel tot regeling van den arbeidsduur en van den nachtarbeid.
- 2^o Wetsvoorstel betreffende de beperking van den arbeidsduur ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Den 12^{en} Februari 1895 zette de heer Helleputte voor de Kamer een wetsvoorstel uiteen betreffende de beperking van den arbeidsduur, den nachtarbeid en het zondagswerk. Dat voorstel was ondertekend door de heeren de Broqueville, Janssens, Mousset, Huyshauwer en Lauters.

Den 25^{en} Februari daaropvolgende, werd door den heer Bertrand een wetsvoorstel betreffende hetzelfde onderwerp toegelicht. Het was ondertekend door de heeren Bertrand, Anseele, Denis, Vandervelde, A. Daens en Theodor.

Beide voorstellen beoogden hetzelfde doel : het beperken van den arbeidsduur en het toekennen van een rustdag per week aan den werkmán. Zij verschilden over de middelen die werden voorgesteld om dat doel te bereiken.

De heer Helleputte stelde voor, enkele beginselen te bekrachtigen door middel van eene wet; hij liet aan de uitvoerende macht de taak over, de uitvoeringsmaatregelen voor te schrijven. Overigens, deze regeling gold enkel voor de takken van nijverheid vermeld in artikel 1 der wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen.

Dat voorstel kende aan den Koning de macht toe, om den langsten duur

(1) Wetsvoorstel, n^o 84 en 195 (zittingsjaar 1900-1901).

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren VAN CAUWENBERGH, voorzitter, CARTON DE WIART, DE LANTSHEERE, VANDEWALLE en MABILLE.

van den werkdag der arbeiders van beide geslachten, almede om de noodig bevonden schofturen te bepalen.

Nachtwerk en zondagswerk waren verboden en door de wet moest de dag- en nachttijd worden bepaald.

Volgens dit stelsel mochten, voor elke nijverheid, Koninklijke besluiten als algemeene maatregel worden genomen en afwijkingen toelaten, doch slechts bij uitzondering en voor een zekeren tijd.

Om de bevoegdheden, aan de uitvoerende macht toegekend, uit te oefenen, moest de Koning sommige overheden en verscheidene bevoegde raden raadplegen.

Overtredingen, vervolgingen, straffen en verjaring waren geregeld door de wet van 13 December 1889.

Kortom, om eene zekere eenheid in de wetgeving te behouden, stelde de heer Helleputte voor, den arbeid der volwassen werklieden te onderwerpen aan regelen zooals die welke, ingevolge de wet van 1889, van kracht zijn voor de beschermde personen.

De heer Bertrand wilde veeleer eene regeling door de wet en paste die toe, buiten den omvang der wet van 1889, op al de werkplaatsen en werven waar meer dan vijf werklieden arbeiden.

De duur van den dagelijkschen arbeid mocht niet boven tien uur gaan; hij was echter beperkt tot acht uur voor de werklieden en bedienden van de openbare besturen.

Die duur van tien uren mocht bij Koninklijk besluit worden verminderd voor de takken van nijverheid welke gevaarlijk, ongezond of hinderlijk worden bevonden, en voor de takken van nijverheid waarvan een groot getal werklieden werkloos zouden zijn.

De werkdag moest tusschen 6 uur 's morgens en 7 uur 's avonds begrepen zijn.

Nachtwerk was verboden, behalve voor de takken van nijverheid waarop deze regel niet van toepassing was uit kracht van een Koninklijk besluit.

Door het wetsvoorstel was eveneens bepaald op welke wijze afwijkingen mochten toegestaan worden om den arbeidsduur bij uitzondering te verlengen; het legde aan de patroons het verbod op, de werklieden meer dan zes dagen op zeven te doen arbeiden; het legde hun ook de verplichting op, aan de werklieden den tijd te verleen, noodig om in het midden van den dag het eetmaal te nemen, en, buiten de werkplaatsen, behoorlijke lokalen tot hunne beschikking te stellen.

Zwaren straffen waren tegen de overtreders bepaald.

Deze twee voorstellen werden te gelijker tijd onderzocht door al de afdeelingen, die slechts ééne Middenafdeeling uitmaakten.

De meerderheid harer leden gaf de voorkeur aan het stelsel van den heer Helleputte, en het verslag van den heer Van Cauwenbergh, ingediend ter zitting van 23 Januari 1896, stelde voor, het ontwerp van den achtbaren afgevaardigde van Maaseik aan te nemen.

Deze twee wetsvoorstellen vervielen door de ontbinding der Kamers in 1900.

Zij werden opnieuw ingediend, het voorstel van den heer Bertrand ter

zitting van 3 Februari 1901, en dit van den heer Helleputte den 12ⁿ Juni daaropvolgende.

Doch daarna kwamen nieuwe voorstellen betreffende de Zondagsrust. Die voorstellen werden tot onderzoek verzonden naar de Middenafdeeling die als Bijzondere Commissie optrad, gaven aanleiding tot verscheidene verslagen van den heer Van Cauwenbergh, en werden, eindelijk, de wet van 26 Juli 1905

De eerste voorstellen van den heer Bertrand en van den heer Helleputte moesten dus, behalve dat gewichtig punt, opnieuw door ons worden onderzocht, en, wanneer de Commissie de studie daarvan hernam ter zitting van 21 December 1905, behield zij den heer Van Cauwenbergh als verslaggever. Om spoedig tot eene practische oplossing te geraken, werd beslist het verslag van 1896 opnieuw ter studie te leggen.

Dat werd gedaan ter zitting van 11 Januari 1906. Men moest kiezen tusschen twee stelsels : dit van den heer Helleputte werd door de Commissie aangenomen om de redenen die zeer goed waren uiteengezet in het zaakrijk verslag van den heer Van Cauwenbergh; deze werd uitgenoodigd, den eersten tekst van dit verslag opnieuw in te dienen, doch met de wijzigingen noodig gemaakt door het afkondigen van de wet op de Zondagsrust.

Deze gemakkelijke taak werd opgedragen aan steller dezes, toen de heer Van Cauwenbergh het verlangen uitdrukte niet meer als verslaggever te moeten optreden en, volgens het verlangen der Commissie, heb ik mijne taak daarbij bepaald; men zal het zonder moeite vaststellen, indien men raadpleegt wat in 1896 aan de Kamer werd onderworpen.

Vooraf werd de aandacht van de Commissie gevestigd op een gewichtig voorafgaandelijk vraagstuk : Moet de Wet zich bemoeien met de regeling van den arbeid der volwassenen?

De Commissie was van meening, dat de wet terecht optreden mag om te beletten dat men misbruik make van den arbeid van den werkman door hem een overdreven werk op te leggen.

Ongetwijfeld dient de vrijheid der overeenkomsten te worden geëerbiedigd, doch mits er van beide zijden gelijke vrijheid voor de overeenkomende partijen bestaat. In onze sociale inrichting is de werkman nog te veel aan zijn eigen krachten overgelaten, nog te afgezonderd om de voorwaarden van zijn arbeid met volle vrijheid te kunnen bespreken; over het algemeen, kunnen de nijverheidshoofden en de patroons hunne vereischten opleggen; de werkman is verplicht zich daaraan te onderwerpen, indien hij de noodige middelen vinden wil voor zijn bestaan en voor dit van zijn gezin; verwerpt hij die, dan vervalt hij met zijn gezin in ellende.

De overeenkomende partijen bevinden zich dus niet in een gelijken toestand. Ontegensprekelijk is de corporatieve inrichting het beste middel om een einde te stellen aan deze ongelijkheid, doch de wet op de beroepsverenigingen schijnt niet de daarvan verwachte uitslagen op te leveren.

Moet men dus voor een onbepaalden tijd afzien van het redmiddel tegen een schadelijken toestand, dien men dient te doen ophouden?

Dat was de meening niet van uwe Commissie : zij heeft de noodzakelijkheid van het optreden der wet aangenomen, opdat de werkman beschermd zij tegen het opleggen van een overdreven arbeid. Zij was van gevoelen dat de bezwaren, aangevoerd tegen het optreden van de wet, niet meer in aanmerking dienden te worden genomen; immers, na langdurige debatten over dit punt, tijdens de behandeling van de wet op de Zondagsrust, heeft de Wetgeving zonder aarzelen het interventionisme toegepast.

De misbruiken van een overdreven arbeid, die de krachten van den werkman te boven gaat en ze vóór den tijd uitput, worden nog op tweeërlei wijzen opgelegd :

1^o Door hem te verplichten 's nachts te werken, wat meer vermoeiend en meer uitputtend is dan het dagwerk;

2^o Door hem af te matten ten gevolge van aanhoudend werk gedurende een overdreven getal arbeidsuren.

Beide wetsvoorstellen hebben ten doel het nachtwerk binnen de grenzen van het mogelijke volkomen te verbieden en de arbeidsuren binnen redematige grenzen te beperken.

Moet, zooals de heer Bertrand het voorstelt, de wet deze nieuwe inrichting in al de bijzonderheden regelen ? Moet zij, integendeel, zooals de heer Helleputte het wil, enkele algemeene regelen stellen en de inrichting van de bijzonderheden aan de uitvoerende macht overlaten ?

Dat was het vraagstuk 't welk de Commissie behoorde op te lossen.

Het voorstel van den heer Bertrand in zijne bijzonderheden onderzoekende, kwam zij tot de overtuiging, dat de uitvoering van zoodanige wet niet zou kunnen geschieden zonder de arbeidsvoorwaarden bepaald te storen en zonder zoowel de arbeiders als de nijverheidsmannen te benadeelen.

Moest men, inderdaad, zonder eenigen overgang en op volstrekte wijze den achtuurswerkdag opleggen voor al de nijverheidstakken waarmede de openbare machten zich bezig houden en den tienuurswerkdag voor al de nijverheidstakken die zijn vermeld in de wet van 1889 en voor al de werkplaatsen waarin meer dan vijf arbeiders worden gebezigd; moest men den arbeidsdag beperken tusschen 6 uren 's morgens en 7 uren 's avonds, zelfs voor de nijverheidstakken die worden uitgeoefend in de open lucht, zonder te letten op den graad van vermoeienis, die 't gevolg is van het opgelegd werk, en evenmin op de seizoenen, dan zou men de bestaande arbeidsvoorwaarden geheel en onmiddellijk storen.

Hoe wenschelijk ook sommige hervormingen kunnen schijnen, toch is het noodig ze met omzichtigheid in te voeren, ten einde de arbeiders niet te benadeelen onder voorwendsel dat men ze beschermt.

De Commissie verkoos enkele algemeene beginselen in de wet op te nemen en de inrichting daarvan aan de wetgevende macht over te laten.

Meer dan de wetgevende, is de uitvoerende macht in staat om die bijzondere punten op te lossen, want, bij de regeling daarvan, behoort men vooruit opgevatte meeningen en stelsels te wantrouwen, zich vooral met de studie der feiten bezighoudende.

Algemeene verordeningen kunnen beter naar de vereischten van een bestaand feit gevormd worden; men kan ze wijzigen, uitbreiden of beperken

volgens de toestanden en de verschillende omstandigheden en dat is niet het geval met de wet; deze is duurzaam en kan moeilijker worden gewijzigd volgens de vereischten en de gebeurtenissen.

Sedert twintig jaren, heeft België een belangrijk werk verricht op het gebied van sociale wetgeving; dat werk heeft het tot stand gebracht met veel wilskracht, doch ook met voorzichtigheid, die wetgeving regelende naar de feiten ontsluit bij een bewonderenswaardig ingericht en geleid onderzoek.

Wat aanleiding gaf tot bijval in het verleden moet ons tot onderricht dienen in de toekomst. Laat ons de uitvoerende macht gelasten de misbruiken op te sporen, en stellen wij haar de noodige wapenen ter hand om die te beteugelen en het lot van den werkman te verbeteren.

De Commissie was van gevoelen dat het wetsvoorstel des heeren Helleputte alle billijke belangen bevredigde.

Door artikel 1 worden aan de wet onderworpen de takken van nijverheid vermeld in het eerste artikel der wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen.

Deze bepaling heeft ten doel eene zekere eenheid in te voeren in de wetgeving, en de meerderheid van de Commissie was van gevoelen dat zij de wet niet verder uitstrekkèn mocht; het is wenschelijk, dat de nieuwe regeling langzamerhand in de gebruiken kome en dat zij op de voornaamste takken van nijverheid worde toegepast. Levert hare toepassing goede uitslagen op, dan zal het altijd mogelijk zijn deze wet en de wet van 13 December 1889 uit te breiden tot takken van nijverheid van minder belang.

Artikel 2 kent aan den Koning de bevoegdheid toe om den langsten duur van den werkdag der arbeiders van beiderlei kunne alsméde de voor hen noodige schofturen te bepalen. Artikel 6 regelt de wijze waarop de uitvoerende macht deze gewichtige taak zal kunnen volbrengen.

Bij artikel 3 wordt nachtwerk verboden. Dit artikel bepaalt dat, voor de toepassing der wet, als nacht dient te worden beschouwd de tijd tusschen 9 uur 's avonds en 5 uur 's morgens. Het beperkt getal arbeidsuren gedurende den dag moet dus worden gesteld tusschen 5 uur 's morgens en 9 uur 's avonds: het spreekt van zelf, dat daaruit hoegenaamd niet volgt dat de duur van den arbeid mag worden bepaald op zestien uren.

Bij koninklijk besluit zal het nachtwerk kunnen worden veroorloofd in uitzonderlijke omstandigheden; nooit echter zullen de uren van het nachtwerk mogen gevoegd worden bij de uren van het dagwerk. Geene machtiging om 's nachts te arbeiden zal aan vrouwen mogen verleend worden.

Artikel 5 bepaalt dat koninklijke besluiten, als algemeene regel, voor elke nijverheid genomen worden, en stelt de regelen vast, die dienen te worden nagekomen voor de uitzonderlijke en tijdelijke afwijkingen.

Artikel 6 wijst de overheden aan, die hun advies zullen moeten uitbrengen betreffende de beperkingen van de werkuren.

De bevoegdheid om de werkuren te beperken is een gewichtig voorrecht; het misbruik dat daarvan zou worden gemaakt, zou voor gevolg kunnen hebben, eenerzijds, den ondergang van de nijverheid, en, anderzijds, het ontnemen van een winstgevend loon aan den werkman.

Alvorens uitspraak te doen, moet dus de Regeering de bevoegde overheden raadplegen, als daar zijn : de Nijverheids- en Arbeidsraden, de Bestendige Deputatie, de Hoogere Arbeidsraad en de Hoogere Raad voor volksgezondheid.

De te nemen besluiten worden bekendgemaakt in het *Staatsblad*.

Uit kracht van artikel 7 worden sommige bepalingen van de hierboven gemelde wet van 13 December 1889 van toepassing op het wetsvoorstel : zij betreffen het aanplakken, in de werkplaatsen, van de wet en van de algemeene verordeningen die voor hare uitvoering zijn bepaald; het in te voeren toezicht voor hare toepassing; de straffen; de burgerlijke aansprakelijkheid van de patroons; het aannemen van verzachtende omstandigheden en de verjaring van den openbaren eisch.

Al deze bepalingen werden door de Commissie aangenomen. Men was van meening dat het beter ware de bepalingen van twee gelijkaardige wetten in overeenstemming te brengen, en men heeft het onnoodig geacht overdreven straffen te bepalen of de verjaring te lang te doen duren.

De bepalingen, die het voorstel van den heer Helleputte uitmaken, werden in haar geheel door de leden der Commissie goedgekeurd met algemeene stemmen, behalve ééne onthouding.

De Collega die zich heeft onthouden, was de regeling eveneens genegen, doch hij verlangde eene meer volledige regeling, rechtstreeks door de wet.

De Commissie, heeft dus de eer de Kamer te verzoeken, het voorstel van den heer Helleputte betreffende de beperking der arbeidsuren aan te nemen.

De Verslaggever,
LÉON MABILLE.

De Voorzitter,
J. VAN CAUWENBERGH.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

Sont soumises au régime de la présente loi, les industries énumérées à l'article premier de la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

ART. 2.

Le Roi peut, de la manière prescrite par l'article 6 de la présente loi, déterminer la durée maxima de la journée de travail des ouvriers des deux sexes, ainsi que les intervalles de repos qui leur sont nécessaires.

ART. 3.

La journée de travail est comprise entre 5 heures du matin et 9 heures du soir. Le travail de nuit est interdit.

ART. 4.

Les industries qui, par leur nature ou pour des motifs d'utilité publique, exigent un travail continu seront exceptées par arrêté royal des dispositions de l'article 3.

Là où le travail de nuit sera autorisé, le nombre total d'heures de travail par semaine ne pourra dépasser le nombre total par semaine des heures de travail de jour.

L'autorisation de faire travailler pendant la nuit ne pourra être accordée pour les femmes.

ART. 5.

Les arrêtés royaux disposeront par voie de mesure générale pour chaque industrie.

Il pourra être accordé, par arrêté royal, des dérogations individuelles aux chefs d'industrie, patrons ou gérants, mais seulement à titre exceptionnel et temporaire, et pour des motifs indiqués dans l'arrêté.

En cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances excep-

ARTIKEL 1.

Aan deze wet zijn onderworpen de takken van nijverheid genoemd in het eerste artikel der wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsgestichten.

ART. 2.

De Koning kan, zooals is voorgeschreven in artikel 6 van deze wet, den langsten duur bepalen van den werkdag der arbeiders van beide geslachten, alsook de rustpoozen die hun noodig zijn.

ART. 3.

De werkdag is begrepen tusschen 5 uur 's morgens en 9 uur 's avonds. Nachtwerk is verboden.

ART. 4.

De takken van nijverheid die, door hunnen aard of om redenen van openbaar nut, onafgebroken arbeid vereischen, worden bij koninklijk besluit aan de toepassing der bepalingen van artikel 3 onttrokken.

Daar waar nachtwerk veroorloofd wordt, mag het totaal der wekelijksche werkuren dat der wekelijksche dagwerkuren niet overtreffen.

De toelating om 's nachts te doen werken mag niet worden gegeven voor de vrouwen.

ART. 5.

Koninklijke besluiten zullen, als algemeene maatregel, voor elke nijverheid genomen worden.

Bij koninklijk besluit kunnen afwijkingen worden toegelaten ten voordeele van bepaalde nijverheidshoofden, bazen of zaakvoerders, doch slechts bij uitzondering, tijdelijk, en om redenen in het besluit aangeduid.

In geval van arbeidsstaking, ontstaan door overmacht, of in buitengewone gevallen,

tionnelles, les gouverneurs pourront cependant, sur le rapport de l'inspecteur du travail compétent, autoriser des dérogations individuelles, mais pour un mois au plus.

L'arrêté du gouverneur cessera ses effets si, dans les dix jours de la date, il n'est approuvé par le Ministre ayant dans ses attributions la police de l'industrie.

ART. 6.

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 2, 4 et 5, le Roi prendra l'avis :

1^o Des Conseils de l'industrie et du travail ou des sections de ces Conseils représentant les industries, professions ou métiers en cause;

2^o De la Députation permanente du Conseil provincial;

3^o Du Conseil supérieur du travail;

4^o Du Conseil supérieur d'hygiène publique.

Ils transmettront leurs avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite; à défaut de quoi, il sera passé outre.

Une première consultation de ces divers collèges aura lieu de façon à ce que les arrêtés royaux, en exécution des articles 2, 4 et 5, puissent être pris endéans le délai de trois années à partir de la publication de la présente loi.

Les arrêtés seront publiés au *Moniteur*. Leurs prescriptions, de même que les interdictions portées par la présente loi, n'entreront en vigueur qu'un an après la publication desdits arrêtés.

ART. 7.

Les articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 19 de la loi du 13 décembre 1889 sont applicables à la présente loi.

ART. 8.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la présente loi.

kunnen echter de gouverneurs, op verslag van den bevoegden arbeidsopziener, afwijkingen toelaten ten voordeele van bepaalde personen, doch ten hoogste voor ééne maand.

Het besluit van den gouverneur verliest zijne kracht indien het niet binnen tien dagen wordt goedgekeurd door den Minister tot wiens bevoegdheid de nijverheidspolitie behoort.

ART. 6.

Tot uitoefening van de bevoegdheden hem door de artikelen 2, 4 en 5 toegekend, zal de Koning raadplegen :

1^o De Nijverheids- en Arbeidsraden of de afdelingen van deze Raden die de betrokken nijverheidstakken, beroepen en ambachten vertegenwoordigen;

2^o De Bestendige Afvaardiging van den Provincieraad;

3^o Den Hoogeren Arbeidsraad;

4^o Den Hoogeren Raad voor openbare gezondheid.

Zij moeten hun gevoelen binnen twee maanden na de aanvraag indienen, zoo niet zal het niet in aanmerking worden genomen.

Eene eerste raadpleging dezer verschillende colleges zal derwijze plaats hebben, dat de koninklijke besluiten, ter uitvoering van de artikelen 2, 4 en 5, kunnen genomen worden binnen één tijdsverloop van drie jaren na de bekendmaking van deze wet.

De besluiten worden bekendgemaakt in het *Staatsblad*. Hunne voorschriften, alsook de verbodsbepalingen, in deze wet vervat, zullen slechts van kracht zijn één jaar na de bekendmaking van die besluiten.

ART. 7.

De artikelen 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18 en 19 der wet van 13 December 1889 zijn toepasselijk op deze wet.

ART. 8.

Om de drie jaren zal het Staatsbestuur verslag doen aan de Kamers over de uitvoering en de uitslagen van deze wet.